

Province du
Brabant Wallon

Arrondissement
de Nivelles

Commune
1450 CHASTRE

DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL
A ETE EXTRAIT CE QUI SUIT :



01314500007304

CONSEIL DU 25 septembre 2025

Présents : *Thierry CHAMPAGNE, Bourgmestre;*
Claude JOSSART, Michel PIERRE, Jean-Marie THIRY, Philippe
BABOUHOT, Hélène RYCKMANS, Anne FERRIERE, Maxime RENARD,
Céline DE WILDE, Chantal THIRY, Olivier MOTTART, Louise DANDOIS,
Camille LAMBERT, Conseillers;
Frédéric CARDOEN, Stéphane COLIN, Benoit BEELEN, Nathalie
LELUBRE, Échevins;
Delphine DUQUESNOY, Présidente du CPAS;
Florent DEBRAS, Président;
Stéphanie VAN MUYLDER, Directrice Générale;

Objet: Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat de protections hygiéniques menstruelles réutilisables - Exercice 2025 à 2030 - Approbation /ew

Le Conseil Communal, réuni en séance publique,

- Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162 ;
 - Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;
 - Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-32 relatifs aux attributions du Conseil communal et les articles L3331-1 à L3331-9 relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par les communes et les provinces ;
 - Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale ;
 - Vu la circulaire du gouvernement wallon du 21 janvier 2019 relative à la tutelle sur les actes des communes et aux pièces justificatives ;
 - Vu la circulaire du 30 mai 2024 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région Wallonne pour l'année 2025 ;
 - Considérant le soutien à la campagne lancée en 2023 « Ensemble vers le 0 déchet » et par là, la poursuite d'une sensibilisation à la réduction de tous les déchets ;
 - Considérant l'objectif de réduire le poids moyen et la présence de matériaux non traités par recyclage dans les poubelles résiduelles ;
 - Considérant qu'il est prévu un budget à l'ordinaire sur le budget 2025 de 3000 euros via l'article 87903/331-01 "Subsides pour protection menstruelle" ;
 - Considérant que cela permettra à toutes les femmes un accès aux produits qui leur conviennent le mieux (les produits réutilisables coûtant plus chers à l'achat) ;
 - Considérant la délibération du conseil communal du 17 septembre 2024 établissant un règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat de protection hygiénique menstruelle réutilisable ;
 - Considérant le souhait du collège communal de pérenniser cette prime ;
 - Considérant qu'une demande d'avis de légalité a été soumise le 20/08/2025 au Directeur financier conformément à l'article L1124-40§1er du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
 - Considérant l'avis favorable avec remarque n°2025_113 rendu en date du 15/09/2025 ;
 - Sur proposition du Collège communal ;
- Après en avoir délibéré et en toute connaissance de cause,

DÉCIDE à l'unanimité :

ARTICLE 1 : d'approuver le règlement communal relatif à l'octroi d'une prime au à l'achat de protections hygiéniques menstruelles réutilisables, pour les exercices 2025 à 2030, tel que ci-après retranscrit :

Article 1 : OBJET

Dans les conditions du présent règlement et les limites des crédits budgétaires disponibles, le Collège communal octroie une prime à l'achat de protections hygiéniques menstruelles réutilisables comme définie à l'article 2 du présent règlement.

Article 2 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, on entend par protections hygiéniques menstruelles réutilisables :

- les coupes menstruelles (également appelées « cup »)
- les applicateurs de cup réutilisables
- les disques menstruels réutilisables
- les culottes menstruelles réutilisables
- les protège-slips réutilisables
- les serviettes hygiéniques réutilisables
- les éponges menstruelles
- les tampons réutilisables.
- Les slips et maillots de bain menstruels

Article 3 : Montant de la prime

Le montant de la prime communale à l'acquisition de protections hygiéniques menstruelles réutilisables est fixé à 75% du total de l'acquisition plafonné à 100,00€ par personne.

Le Collège communal se réserve le droit de réclamer le remboursement de la prime en cas de non-respect d'une des conditions d'octroi mentionnées à l'Article 4.

Article 4 : Conditions d'octroi

Est bénéficiaire de la prime toute personne physique, à partir de 9 ans et jusqu'à 60 ans, domiciliée dans la commune à la date d'achat des protections hygiéniques menstruelles réutilisables pour lequel la prime est versée.

Pour un enfant mineur, la prime sera demandée par son représentant légal.

La prime est octroyée tous les trois ans.

Plusieurs factures d'achat de l'année en cours concernant différents types de protections hygiéniques menstruelles réutilisables peuvent être cumulées via une seule demande.

Dans le cadre d'achat(s) de protections hygiéniques menstruelles réutilisables passés sur internet, la ou les facture(s) d'achat doit/doivent comprendre les coordonnées d'une personne figurant sur la composition de ménage.

Toute facture ne sera prise en compte qu'une seule fois. Une même facture ne peut donc pas faire l'objet de plusieurs demandes de prime.

La prime sera accordée à toute personne âgée de moins de 60 ans accomplis au 31 décembre de l'année concernée.

Article 5 : Procédure

La demande de prime se fera au moyen du formulaire prévu à cet effet dûment complété et signé.

Lors de l'introduction de la demande, les documents suivants sont à joindre au formulaire sous peine d'irrecevabilité :

- La/les preuve(s) d'achat

Cette prime sera versée sur le compte bancaire renseigné par le demandeur via le formulaire.

Le Collège communal se réserve le droit de procéder aux vérifications utiles par un agent communal.

Article 6 : Traitement des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel que vous nous communiquez dans le cadre de votre demande de prime communale sont traitées par la Commune de Chastre dans le respect du Règlement général sur la protection des données 2016/679 (RGPD) et de la loi du 30 juillet

2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et adresse mail) sont traitées uniquement à des fins d'octroi de prime et seront conservées durant 5 ans.

Les données utiles à la facturation seront conservées pour un maximum de 10 ans et sont stockées sur des serveurs localisés au sein de l'U.E.

Vos données seront ensuite supprimées.

Conformément au RGPD, vous bénéficiez notamment d'un droit d'accès et de rectification aux informations

qui vous concernent. Vous pouvez prendre connaissance de l'ensemble de vos droits via notre Politique de protection des données :

<https://www.chastre.be/>

Le responsable du traitement de vos données (la Commune de Chastre, Avenue du Castillon 71- 1450 Chastre) ainsi que son Délégué à la protection des données (dpo@chastre.be) se tiennent à votre disposition pour toute question et, moyennant justification de votre identité, pour toute demande relative aux droits.

Si vous désirez de plus amples informations, ou si vous souhaitez introduire une réclamation, vous pouvez contacter l'Autorité de Protection des Données (Rue de la Presse, 35 – 1000 Bruxelles, Tél. + 32 2 274 48 00 – contact@apd-gba.be).

ARTICLE 2 : Le présent règlement annule et abroge l'ancien règlement en la matière dès son entrée en vigueur. Il entrera en vigueur au 5^e jour de l'accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

ARTICLE 3 : De transmettre la présente délibération :

- au Directeur financier pour information.
- au service environnement, pour information.
- au service communication pour information à la population via le "Bien vivre à Chastre", les réseaux sociaux et le site internet communal.

Par le Conseil:

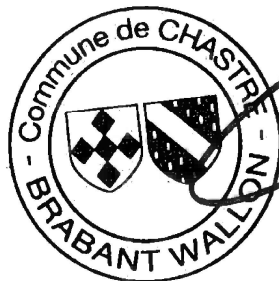
**La Directrice Générale,
Stéphanie VAN MUYLDER**

**Le Bourgmestre,
Thierry CHAMPAGNE**

**Pour extrait conforme
Délivré le 30 septembre 2025.**

La Directrice générale,

VAN MUYLDER Stéphanie



Le Bourgmestre,

CHAMPAGNE Thierry